



# CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 13 novembre 2014

---

## Proposition de vœu au conseil municipal de la ville du Mans du 13 novembre 2014

**Rapporteur(s) Mme Isabelle SEVERE**

La Commission Européenne négocie deux accords de libre-échange : l'AECG avec le Canada et le PTCI (TAFTA en anglais) avec les Etats-Unis.

Ils visent à instaurer un vaste marché dérégulé : le Grand Marché Transatlantique (GMT). Négociés dans le plus grand secret, ces traités pourraient être ratifiés, dans les mois qui viennent, le second en 2015, sans la moindre consultation des citoyens ni du parlement. Ces accords s'appliqueront à tous les niveaux de l'Etat, y compris au niveau des communes.

En effet, plusieurs articles de ce mandat précisent que l'Accord en négociation s'imposera aux municipalités et autres collectivités territoriales, notamment les articles 4, 23, 24 et 45 et ainsi remettent en cause les prérogatives des collectivités territoriales telles que définies dans la Constitution de la Ve République et dans la législation française ;

Le but de la négociation est d'aller au-delà même des accords de l'OMC, en particulier en obligeant les Etats et les collectivités locales à accorder au secteur privé et aux entreprises étrangères les mêmes droits que ceux accordés aujourd'hui au secteur public et local, ce qui impactera lourdement les communes de notre agglomération, rendant financièrement difficile le maintien des services publics et le soutien de l'économie locale.

Il impacterait notre politique communale. En matière de repas, dans les cantines scolaires, ou par portage du CCAS, nous n'aurions plus une traçabilité complète sur la provenance des aliments. Il pourrait également impacter lourdement les services aux populations tels que les accueils périscolaires, les centres de loisirs, les services des sports et de la culture offerts par nos collectivités.

Les USA sont aujourd'hui en dehors des principaux cadres de droit international en matière écologique, sociale et culturelle, et même ceux concernant le droit du travail. Ils refusent d'appliquer les conventions de l'OIT, le protocole de Kyoto contre le réchauffement climatique, la convention pour la biodiversité et les conventions de l'UNESCO sur la diversité culturelle. Leurs normes et règlements sont beaucoup moins protecteurs pour les populations qu'en Europe. Ce marché libéralisé avec les Etats-Unis tirerait donc toute l'UE vers le bas.

De plus, ce traité permettraient aux grosses entreprises, via le « mécanisme du règlement des différends » d'attaquer devant une juridiction privée les Etats ou les collectivités locales qui ne se plieraient pas à ces exigences de dérégulation et limiteraient ainsi « leurs bénéfices escomptés ».

C'est pour l'ensemble de ces raisons que le Conseil municipal du Mans réuni le 13 novembre 2014, déclare, comme l'a fait auparavant le Conseil Régional des Pays de la Loire, refuser toute tentative d'affaiblissement du cadre législatif et réglementaire, national ou européen, en matière sociale, économique, sanitaire, culturelle, environnementale et de défense des services publics. Il forme le vœu :

- Que le Gouvernement de la France intervienne avec tous les moyens à sa disposition auprès de la Commission européenne pour obtenir un moratoire des négociations sur le Partenariat transatlantique et qu'il permette l'ouverture d'un débat national sur le GMT impliquant la pleine participation des collectivités territoriales, des organisations syndicales et associatives, des organisations socioprofessionnelles et des populations ;
- Que les députés européens convoquent ce débat et refusent que la Commission européenne prenne position tant que les enjeux n'ont pas été portés à la connaissance et à l'expertise des citoyens européens, via la diffusion publique immédiate de l'ensemble des textes relatifs aux négociations du T.A.F.T.A.
- **Que la ville du Mans se déclare zone « hors T.A.F.T.A. »**

AECG : Accord économique et commercial global – Canada-

PTCI : Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement)

TAFTA : *Trans-Atlantic Free Trade Agreement* (aussi connu sous le nom de TTIP, *Transatlantic Trade and Investment Partnership* ou Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement)